M 1669 - N° 864 - 10 F - FEVRIER 1988 - ISSN 0398-2076

La Relève et la Cognée

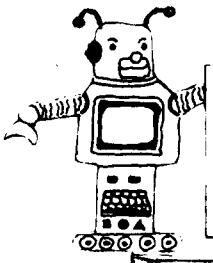
DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

INTERVENTIONNISME LIBERAL : LES PAYSANS

voir pages 5 et 6

M 1669 - 864 - 10,00 F
3791669010000 08640



La Directrice propriétaire de la publication
M.-L. DUBOIN

Commission Paritaire : 57434
Diffusé par N.M.P.P.
Imprimerie GASCHET
284, bd Voltaire, 75011 Paris

ABONNEZ-VOUS

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France..... 80,00 FF
Soutien..... 120,00 FF
Etranger..... 105,00 FF

Règlements par chèques postaux : au C.C.P. "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris.
Les règlements par mandat ou chèque bancaire doivent être à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVE
BP 108, 78110 LE VESINET

Nous acceptons toute somme inférieure à ce tarif de la part des lecteurs qui ne peuvent faire plus. Ce journal ne survit que grâce à la souscription permanente :

"POUR QUE VIVE
LA GRANDE RELEVE"

SOMMAIRE

☐ **EDITORIAL**
Les deux mondes
par M.L. Duboin..... p. 3 et 4

☐ **REFLEXIONS**
"Interventionnisme libéral"
par R. Marlin..... p. 5 et 6

Vers la privatisation
des nations
par D. Bloud ..... p. 9

☐ **ACTUALITE**
Destruction
du développement ..... p. 10

Crise économique..... p. 12

☐ **FIL DES JOURS** ..... p. 7

☐ **LU VU ENTENDU** ..... p. 8

☐ **LECTURES**
Une société sans argent ... p. 11

☐ **TRIBUNE LIBRE**
Marxisme et abondancisme
par M. Pujols ..... p. 13

☐ **COURRIER DES LECTEURS** p. 14

☐ **RESUME DE NOS THESES** . p. 15

☐ **et la BANDE DESSINEE**
PAS DE PANIQUE (suite) .. p. 16

Une brochure à faire lire
Pour votre propagande

L'ECONOMIE LIBEREE

par M.-L. DUBOIN

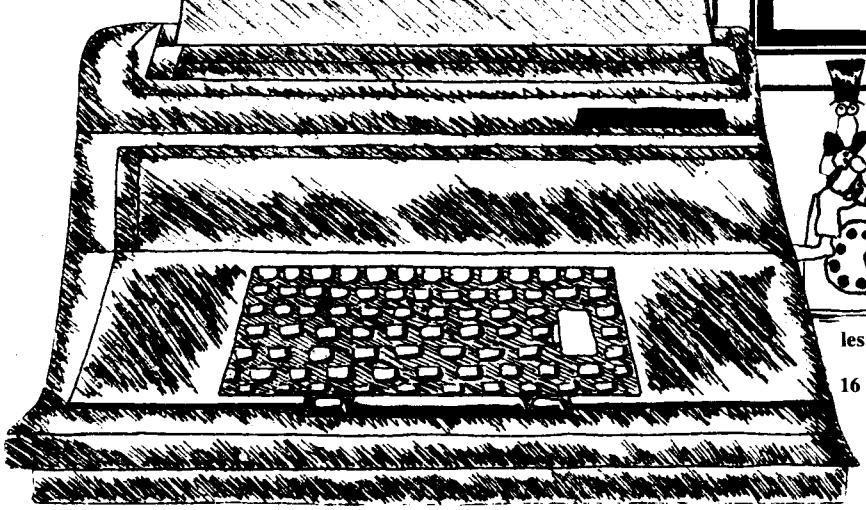
En vente par correspondance au journal, 20 F pièce, franco.
Résumant et actualisant nos thèses, 60 pages, de nombreux graphiques, et très faciles à lire. Un outil de travail simple, court, efficace, facile à utiliser.

Et pour votre réflexion personnelle :
à commander également à la Grande Relève

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000
par M.-L. Duboin
Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative, l'économie distributive expliquée dans les détails.

79 F

KOU L'AHURI LES YEUX OUVERTS
par Jacques Duboin
Deux rééditions récentes toujours d'actualité.
60 F chacune franco



les mardi et jeudi après-midi
16 (1) 30 71 58 04

Achetez vos livres et revues dans les librairies vendant la Grande Relève :

- *La Libre Pensée*
  10, rue des Fossés St-Jacques
  75005 PARIS
- *Parallèles*
  47, rue Saint-Honoré
  75001 PARIS

PRESENTATION GRAPHIQUE : *A.L. WITSCHGER*

éditorial

LES DEUX MONDES

par Marie-Louise DUBOIN

L'EMISSION de télévision de l'A2, "Les dossiers de l'écran" du mardi 12 janvier fut édifiante à plus d'un titre...

Elle commençait par un film, l'histoire romancée de Marthe Hanau. Film qui n'a pas que le mérite de nous montrer la fascinante beauté de l'actrice Romy Schneider. Il rappelait le mécanisme par lequel s'enrichissent bien des escrocs de grande envergure : d'abord bluffer pour se faire confier quelques fonds, en promettant de gros intérêts (8 % dans cette histoire qui se passait sous la Troisième République) ; puis verser de gros dividendes aux premiers clients, avec de l'argent frais confié par de nouveaux gogos ainsi mis en confiance. Ensuite, c'est inévitablement la course en avant : il faut toujours de nouveaux clients pour verser aux précédents les intérêts promis, plus attractifs que ceux versés par les établissements ayant pignon sur rue (les banques à cette époque versaient 1 % d'intérêts).

Jusqu'à la chute ou la fuite.

Autre intérêt du film : montrer le pouvoir des gros banquiers sur le pouvoir politique. On a pu voir quelle main-mise avait sur le Président du Conseil un financier, le président d'une grande banque, qui ressemblait fort au président de Paribas, Horace Finally, dont mon père gardait un souvenir marquant (1).

Enfin ce film montrait l'espoir parfaitement illusoire qui peut s'emparer des naïfs à qui on promet, pour les amener à confier leurs économies, de devenir actionnaires : Marthe Hanau avait montré, il y a plus de cinquante ans, la voie du "capitalisme populaire", suivie par les libéraux qui nous gouvernent.

Mais le débat qui a suivi le film était également fort instructif, par les contradictions et les énormités qui y ont été proférées. Le comble a peut-être été atteint par F. d'Harcourt, député RPR. Celle-ci nous a doctement expliqué, à quelques minutes d'intervalle, d'une part que c'est un devoir d'apporter ses économies aux entreprises françaises pour les aider (à "créer des emplois" a-t-elle ajouté !) et d'autre part que si les valeurs avaient tant perdu, récemment, en Bourse, c'était la faute de l'étranger, de la Bourse de New-York, de Tokyo, de Londres, etc..., dont l'impact sur les valeurs françaises est maintenant immédiat.

Effectivement, une déclaration d'un expert en affaires, le célèbre Bernard Tapie, faite devant la presse à Lyon, le 14 janvier, est édifiante à ce sujet : "La Bourse... est dingue", a-t-il dit, "le cours Terraillon a été multiplié par cinq brusquement, ce que je trouvais sot, puis divisé par quatre, ce qui est encore plus sot, sans qu'il se soit rien passé d'anormal dans l'entreprise. Au contraire, nous connaissons une croissance de 30 à 40 % par an !".

Le lendemain, 15 janvier, la Bourse de Paris subissait des bas et des hauts, dans l'attente du chiffre donnant le déficit du commerce extérieur des Etats-Unis. Quand ce chiffre apparut plus faible que celui du mois précédent, donc plus faible que prévu (treize milliards de dollars... "seulement"), la Bourse a clôturé à la hausse : + 4 % pour les valeurs françaises. Autrement dit les boursicoteurs français se réjouissent de ce que le déficit du commerce américain ait diminué, c'est-à-dire que les Américains aient un peu plus exporté, c'est-à-dire que les Français risquent d'un peu moins exporter, donc, globalement, de moins vendre (d'autant moins que, par la même occasion, le cours du dollar US a remonté). La Bourse française monte quand les entreprises françaises vendent moins !

Alors, il faut savoir : la Bourse reflète-t-elle, oui ou non, la santé des entreprises ?

Interrogées sur ce qu'étaient devenus les milliards (deux mille, paraît-il) de dollars de chute des cours pendant le krach d'octobre dernier, ni la député, ni la banquière, ni l'agent de change, ni la femme d'affaires n'ont su dire, et pour cause, où ils sont passés... !

Autre moment épique au cours du débat : l'envolée lyrique de Florence d'Harcourt expliquant qu'elle tenait à ce que beaucoup de petits porteurs achètent, comme elle l'a fait, des actions de TF1 pour pouvoir, étant nombreux, agir sur les programmes, faire valoir leur volonté qu'il y ait moins de violence à l'écran (Je me suis demandé, en l'écoutant, est-elle idiote ou nous prend-elle pour des idiots ?). La

éditorial

réponse est venue dans le journal du lendemain : sous le titre "la grogne des petits porteurs", l'article du "Monde" commençait *"Je suis un petit actionnaire de TF1. C'est pourtant par la presse que j'ai appris la tenue d'une assemblée générale. Ma banque était incapable de me donner la date de la réunion, ni la marche à suivre pour y participer. J'ai eu les renseignements juste à temps pour prendre le train et venir ce matin à Paris. Un grand groupe de communication comme le vôtre, M. Bouygues, pourrait-il se montrer un peu plus proche de ses actionnaires ?"*. Il continuait en expliquant que "le petit homme à cheveux blancs" qui s'exprimait ainsi, "n'était pas content et qu'il n'était pas le seul, le lundi 11 janvier, dans une salle Pleyel à moitié vide" où pendant une heure des actionnaires se sont succédé au micro, posant les mêmes questions : "Pourquoi ne pas faire siéger leurs représentants au Conseil d'administration, pourquoi ne pas les associer à la gestion de la chaîne ?" Et le journal poursuivait : "Sur la scène... le vice-président de la chaîne, entouré de MM. F. Bouygues et R. Maxwell, oppose à toutes ces demandes une fin de non-recevoir polie mais ferme"...

* *
*

Participait aussi au débat des "Dossiers de l'Ecran" une poupée toute en sourires. Elle nous a expliqué qu'elle éprouve une grande admiration pour les gens qui sont capables de gérer leur argent. Parce que, elle, vraiment, la finance, elle n'y connaît rien. Ce n'est pas son domaine, celui-ci étant, probablement la littérature (spécialité la psychologie, peut-être ?). Mais l'argent, non, vraiment, elle ne sait pas comment il faut le manier. Alors elle laisse faire son mari, qui est beaucoup plus compétent.

Quant on sait que ce mari s'appelle M. de Rothschild, on pousse pour elle un soupir de soulagement. La fortune des Rothschild s'est sans doute édifiée plus honnêtement que celle du père J.D. Rockefeller (2), dont E. Ruggieri raconte l'épopée le matin sur France-Inter ; elle est en tout cas assez grande pour permettre à Nadine de dépenser sans compter...

* *
*

Il n'en va pas de même pour la grande majorité des femmes. Elles sont bien obligées, elles, qu'elles aiment ou non, de gérer des budgets. Et ce n'est pas facile quand il rentre peu d'argent au foyer. Elles le font le plus souvent avec beaucoup d'habileté. Alors pourquoi sont-elles si peu nombreuses à utiliser leur compétence pour essayer de comprendre les rouages financiers de l'économie ? Pourquoi, comme tant d'hommes d'ailleurs, s'imaginent-elles que ces questions sont l'affaire de spécialistes et laissent-elles ainsi les économistes si mal gérer les ressources (les VRAIES richesses) de notre planète ?

* *
*

C'est pourtant ce comportement de soumission, bien trop répandu, qui permet la cassure de notre société en deux mondes : un tout petit nombre de meneurs qui décident du sort de tous les autres.

---

(1) J. Duboin était alors sous-secrétaire d'Etat au Trésor. Il voulut réaliser une stabilisation du franc. Ceci ne faisait pas l'affaire d'H. Finally qui lui dit qu'il l'en empêcherait, au besoin en faisant tomber le gouvernement. Ce qu'il fit.

(2) Le père de J.D. Rockefeller se faisait passer pour médecin auprès des Indiens pour leur vendre une potion anti-cancer, qui n'était en fait que de l'eau. Comme il avait appris que les Indiens attribuaient des vertus surnaturelles aux sourds-muets, il se fit passer pour sourd-muet, ce qui, par la même occasion lui évitait d'avoir à répondre aux questions qui l'embarrassaient...

BULLETIN DE COMMANDE (à compléter)

M ..... demeurant ....
..... vous adresse par chèque ..... la somme de ..... F
se décomposant ainsi :

..... F pour abonnement à dater de ..... 19 ....
..... F pour la souscription « Pour que vive la Grande Relève ».
..... F pour recevoir ... tracts (à 12 F le cent)
..... F pour recevoir ... ex. (à 10 F) du N° spécial « J. Duboin »
..... F pour recevoir ... ex. (à 15 F) du N° spécial « Pour les Femmes »
..... F pour recevoir ... ex. (à 60 F) de « Kou l'ahuri » de J. Duboin
..... F pour recevoir ... ex. (à 60 F) de « Les yeux ouverts » de J. Duboin
..... F pour recevoir ... ex. (à 79 F) des « affranchis de l'an 2000 » de M.L. Duboin
..... F pour recevoir ... ex. de « L'économie libérée ».
..... F pour recevoir ... (à 5 F) du N° en bandes dessinées

Règlement à l'ordre de **la Grande Relève** par chèque bancaire, ou par chèque postal n° 13 402-39 M Paris.

"INTERVENTIONNISME LIBERAL"

par René MARLIN

ETANT admis que l'Etat libéral est celui qui ne se manifeste que dans ses domaines propres : politique étrangère et militaire, éducation nationale, administrations publiques : police, justice, budget, impôts, etc... et qui laisse au marché le soin de réguler la subsistance, l'activité, le commerce et l'industrie, comment se fait-il que les gouvernements les plus libéraux interviennent tant et toujours ? et pourquoi les catégories de citoyens qui se réclament le plus de cette idéologie dépassée sont justement celles qui demandent et obtiennent le plus d'aide collective ?

LES PAYSANS

L'agriculture, besogne millénaire, intervient pour une part de plus en plus faible dans la population active de la France. De 52,9 % en 1851, sa part est passée à 26,7 % en 1954 et à 8 % en 1980 (1). Elle n'en continue pas moins à bénéficier de la largesse démagogique de nos gouvernements, largesse étendue, maintenant à l'Europe. Il n'entre pas, bien entendu, dans nos intentions de jeter l'anathème sur les agriculteurs de quelque nationalité qu'ils soient. Nous n'ignorons pas leurs difficultés et nous avons le plus grand respect pour le travail, notamment le leur. Nous savons aussi comment on les a trompés et engagés dans des investissements inconsidérés en leur faisant croire que le Marché Commun pourvoierait à tout. Jacques Duboin n'avait-il pas écrit à ce sujet, dans son style imagé, que des économies bancales qui claudiqueront ensemble n'en retrouveront pas, pour autant, une marche normale. Nous tenons compte, aussi, des disparités énormes entre les revenus des paysans, non seulement entre les régions, mais également les statuts (propriétaires, fermiers, métayers, salariés, etc...) et les superficies cultivées. D'après le rapport "Politiques nationales et échanges agricoles" : *"...75 % des aides sont versées à moins de 25 % des agriculteurs, ce qui signifie que l'écart entre les paysans les plus aisés et les plus démunis n'a pas été réduit... La prédominance de ce système de soutien explique qu'il subsiste dans certains pays de l'OCDE un écart de 1 à 20 entre les plus pauvres et les plus riches producteurs".* (2). Il n'en reste pas moins que l'aide des organismes européens est importante. Le même rapport "...estime qu'au total l'ensemble des subventions octroyées entre 1979 et 1981 dans la zone OCDE correspond au tiers de la valeur de la production agricole...". Les subventions du FEOGA (3) étaient en 1984, pour l'ensemble de la CEE de 15,8 milliards d'écus soit environ 110 milliards de francs, dont une bonne partie à la France. Aux dépenses européennes s'ajoutent celles de notre pays. En 1986, le budget du Ministère de l'Agriculture était de 109,7 milliards de francs, soit 13 % du budget national (1). Le revenu brut de l'agriculture (4) était de 109,5 milliards et les dépenses de l'Etat en faveur de l'agriculture et du soutien des prix agricoles de 99,9 milliards (1). Ces chiffres ne comprennent évidemment pas la Sécurité Sociale agricole toujours à la charge du régime général des salariés, pour des montants difficiles à trouver (5). Le rapport (2) indique que l'aide à l'agriculture aurait chuté entre 100 et 120 milliards de dollars par an aux consommateurs et aux contribuables de l'Europe — à une période où le dollar était aux environs de 5 F, *"...au point que, dans certains pays, les dépenses budgétaires excèdent désormais, les revenus agricoles..."*. Ceci paraît très réaliste en ce qui nous concerne. Sans nul doute la France est visée.

Nous n'avons pas trouvé dans les statistiques disponibles, le total par pays des fonds publics affectés au monde agricole. C'est probablement volontaire. Néanmoins les responsables des nations moins agricoles sont mieux informés, c'est ce qui explique la position, notamment des Anglais, lors des discussions de Bruxelles. Ils ne veulent plus, et on les comprend, subventionner, à cours forcés, les invendus des autres et leur stockage. Tenant compte des chiffres que nous avons cités l'on peut, en effet, évaluer à 70 % ou 80 % la proportion de l'argent public dans le revenu total de l'agriculture française.

"...Les agriculteurs produisent actuellement, sans tenir pratiquement aucun compte de la demande réelle : ils sont protégés de la concurrence internationale et des forces du marché par les politiques mises en place par la plupart des gouvernements..." affirme l'Observateur de l'OCDE. Bien entendu les grands terriens qui dominent la Fédération Nationale des Exploitants Agricoles présidée naguère par François Guillaume, promu ministre, et même les paysans moyens soutiens actifs des partis de droite dits libéraux, sont d'accord pour soumettre l'industrie à la "dure loi du marché" avec le chômage qui s'ensuit. Quant à eux, ils sont bien à l'abri derrière le soutien des prix et "l'assainissement" de la production. Qui leur jettera à la face leur contradiction ? Demandons à MM. Chirac, Guillaume et Madelin, s'il est vrai que l'Etat n'a pas vocation à produire des automobiles, de l'acier, et s'il fait chuter l'extraction du charbon, en raison de son prix de revient, si, par contre, il doit faire produire, au-delà des besoins solvables, et sans contrôler les entreprises, du beurre, des céréales, du lait et du vin ?

En ce qui nous concerne, nous ne sommes pas contre, à condition que ces aliments soient destinés à ceux qui, en France, comme ailleurs, ont faim. Ce ne sont pas les quelques prélèvements que la Communauté Européenne effectue sur ses montagnes d'invendus (6) qui résoudront le problème. Répétons d'ailleurs bien, que dans le cadre de ce régime économique, un accroissement de ce type de l'offre entraîne une baisse des prix fâcheuse pour les producteurs, y compris ceux des PVD. D'où les

critiques portant sur la détérioration des termes de l'échange et sur la concurrence ainsi faite aux produits locaux qu'il conviendrait au contraire, d'encourager.

Les chercheurs

Prenons maintenant un second exemple de "libéralisme" dans un tout autre domaine, celui de la recherche. L'on sait que, contrairement à sa vocation, le patronat français n'a jamais consacré beaucoup d'énergie, ni d'investissements à ce secteur qui est dispendieux, aléatoire, au rapport incertain et, en tous les cas lointain. Il en est ainsi de la recherche fondamentale comme de la recherche appliquée. L'habitude s'est instaurée de confier à l'Etat, non seulement la formation des chercheurs, à travers l'Education Nationale, mais aussi la charge de leur équipement et de leurs travaux. C'est pour remédier à la carence des entreprises privées que fut créé, en 1939, le Centre National de la Recherche Scientifique réorganisé en 1959. Le Général de Gaulle souhaitait, un peu facilement, qu'il fut composé de "trouveurs plutôt que de chercheurs". Même la recherche très près de la pratique est laissée aux établissements publics. C'est ainsi que les constructeurs de matériels ferroviaires comptent beaucoup sur la RATP et la SNCF pour se charger des études nouvelles et des essais. Et pourtant les engins vendus ensuite à l'exportation, procureront à ces industriels des rendements substantiels.

Mais jamais, à notre connaissance, le principe "privatiser les bénéfices, socialiser les pertes" n'avait été autant invoqué que dans le cas cité maintenant. Il s'agit, au départ, d'une de ces lettres confidentielles boursières qui ont fleuri au temps de l'euphorie d'avant le 19 octobre 1987. Situons d'abord le contexte. Ces lettres sont dites confidentielles car, si les informations qu'elles contiennent étaient connues trop largement, les prises de positions financières qui en découlent perdraient évidemment leur pouvoir supposé de procurer des gains mirifiques. Afin de mieux se vendre auprès des cadres qui ont des économies à placer — pour être confidentielles, on n'en recherche pas moins des clients — cette lettre n'hésite pas à s'intituler, en anglais s'il vous plaît, et même si cela ne vous plait pas : "Winner News Letter" (7). C'est-à-dire, à peu près, "Nouvelles pour les gagneurs". Dans son numéro du 24 novembre 1987, cette publication donne, sous le titre principal "Stratégie générale" les précieux conseils suivants dont nous n'hésitons pas à faire profiter nos lecteurs sans supplément de prix :

"...Comme dans notre envoi du 23 octobre, nous pensons à nouveau que tout est possible. Aussi bien une nouvelle et forte chute des marchés d'actions qu'une reprise violente...".

Ainsi, malgré sa prudence, le rédacteur s'est trompé : aucune des deux hypothèses ne s'est réalisée, jusqu'au moment où nous écrivons. Sous l'intitulé "Une période pivôt" on peut lire aussi : *"...Au plan technique, sur les trois grands marchés, nous sommes à l'intersection des lignes de tendance moyenne et longue. Ceci signifie qu'il faut s'attendre à des mouvements brutaux. Pour l'instant, rien dans les indicateurs que nous suivons ne permet de donner une plus grande probabilité à la baisse qu'à la hausse (sic). Nous espérons que les gouvernements ne vont pas trop fausser les marchés et qu'ils vont les laisser émettre les signaux dont les opérateurs ont besoin...".* Que nos gouvernants se le tiennent donc pour dit et qu'ils obéissent aux "opérateurs". Toujours afin de donner une idée du ton de ces messieurs, voici un autre extrait de la même chronique : *"...Les bourses vont maintenant devoir se trouver d'autres raisons d'espérer. Au-delà d'un éventuel G7 (qui a eu lieu, depuis, par télex, le 29 décembre)... il va falloir trouver un nouveau support. Ce pourrait bien être l'économie. Elle résiste mieux que prévu...".* Ignorer à ce point les liens étroits entre la finance et l'économie, dans ce système, n'est pas permis. Si l'économie résiste à ce jour c'est qu'il y a simplement décalage dans le temps. Les financiers n'ont pas encore réussi à casser toutes les entreprises mais, gare, ils vont maintenant s'y intéresser de plus près ! Loin d'être au service de la production, l'appareil comptable est bien, comme nous l'avons toujours affirmé, son véritable maître. Avec droit de vie et de mort sur lui. A quand la fin de cet esclavage ?

Venons-en, donc, à la page 19 avec une étude sur "L'industrie et la recherche en France". Et, tout d'abord deux chiffres qui confirment notre retard : les dépenses des entreprises allemandes, dans ce domaine, se sont élevées à l'équivalent de 104 milliards de francs ces dernières années, celles des françaises à 62 milliards. Les incitations de 1983 (crédit d'impôt-recherche et capital-risque) ne sont pas suffisantes, paraît-il. Les crédits publics sont trop concentrés sur la construction aéronautique et la filière électronique, soutiennent-ils "...L'Etat demeure, en France aux postes de commande...". Que les contribuables payent donc, mais qu'ils se taisent ! Voilà le désir des chefs d'entreprises traduit par la lettre.

Assurément les Américains et les Japonais sont donnés en exemple. *"...Aux Etats-Unis, notamment, les producteurs de semi-conducteurs confrontés à la menace japonaise, se réunissent actuellement au sein du projet Sematech et souhaitent recevoir des commandes de la NASA...".* Donc, là non plus les crédits publics ne sont pas dédaignés.

Nous terminerons par cette phrase que nous considérerons comme la perle de l'article : *"...Cette attention nouvelle pour la liaison industrie-recherche n'en prend que plus de valeur. Elle rejoint des préoccupations déjà anciennes aux Etats-Unis et au Japon où une sorte "d'interventionnisme libéral" est d'un usage courant...".*

Nous connaissions déjà l'économie mixte, la cohabitation, le socio-libéralisme, voici, maintenant : "l'interventionnisme libéral" ! C'est bien là de la soft-idéologie dénoncée ailleurs (8). Nous savions, depuis le début, que le moins d'Etat et le défaut d'aide étaient réservés aux pauvres et aux modestes mais que les commensaux principaux du nouveau pouvoir (les grands agriculteurs et les grands industriels) ne seraient pas oubliés. Il en est de même à l'étranger. Voici bien les limites et les mensonges du soi-disant libéralisme.

---

(1) Source Quid

(2) OCDE, Paris 1987, Voir "l'Observateur de l'OCDE", août-septembre 1987

(3) Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole.

(4) Déduction faite des dépenses d'entretien et de nourriture personnelles des agriculteurs et de leurs familles.

(5) En 1987, le régime général des salariés a versé 40 milliards de francs aux autres régimes.

(6) Voir la "G.R." de juillet 1986

(7) 20 pages hebdomadaires, Société d'édition boursière, abonnement annuel : 1 500 F...

(8) François Bernard Huighe "Soft-idéologie" (Ed. Laffont).

1992. L'Europe des profits. L'heure du tocsin pour une nuée d'entreprises désormais privées de protection, de réglementations qui leur permettaient de survivre face aux concurrences extérieures. Premiers en ligne : les agriculteurs qui déjà ont lourdement payé tribut, en révolte ouverte contre ce marché commun européen dont ils attendaient monts et merveilles, saoûlés de propagande. Des OPA en veux-tu en voilà, sur les entreprises prospères, leurs personnels livrés au bon vouloir de nouvelles directions, le social sacrifié à la compétitivité, au profit. Avec dix mille kilomètres de frontières et côtes à surveiller, l'Europe, déjà paradis de la fraude, se transforme en passoire.

1992, c'est l'Europe accouchée aux fers, afin d'en finir après trente années d'une laborieuse gestation marquée de mille péripéties : hécatombe d'une multitude d'entreprises, un niveau de chômage encore jamais atteint, l'exclusion de millions de marginaux, sextuplement des prix, apparition d'une classe de nouveaux pauvres, décadence des mœurs, dégradation des genres de vie, scandales financiers à répétition, accroissement de la délinquance, délire publicitaire, spéculation frénétique, ampleur des mouvements migratoires, accumulation de surplus, développement de la fraude, des trafics, gaspillages, charges communes en constante augmentation grevant les budgets, hypertrophiés, des Etats membres ligués dans un combat sans merci contre l'abondance, un combat indispensable au fonctionnement du marché...

1992 : la naissance d'une Europe bordélique, proie pour les multinationales, lupanar économique au service exclusif du profit.

*
* *

La défense européenne. Intervenant à point nommé, les accords américano-soviétiques sur le retrait du "parapluie" américain en Europe, ont relancé le vieux projet d'une communauté européenne de Défense, sabordé en 1953. Projet qui fait aujourd'hui saliver le haut gratin des fournisseurs et marchands de matériels d'armements que la force française de dissuasion avait déjà singulièrement enrichis. Quand l'armement va, tout va : sidérurgie, industrie minière, infrastructures, sous-traitance, recherche et bureaux d'études, emplois et profits avec d'importantes retombées sur la consommation, sur le commerce.

Démentie pourtant par les faits, la soi-disante menace, brandie à tout propos, d'une agression soviétique sur l'Europe, qui sert de cheval de bataille à une propagande désinformatrice, répond tout simplement à la nécessité de justifier le vote d'un budget de Défense.

"Ce sont de bons accords" a déclaré le Président, rassuré sur la pérennité promise à la force française de dissuasion, durant que son entourage leur donnait une signification non dépourvue d'arrière-pensées. Disons que le contribuable européen n'est pas sorti de l'auberge, tant du moins que l'extermination de l'empire de Satan, de l'empire du mal", demeurera le fondement de la stratégie occidentale.

*
* *

La carte à puce. Une seconde "puce" sur la carte téléphonique à mémoire — d'ores et déjà mise en service — pour y porter le montant d'une prévision de dépenses, une carte que l'on fait recharger, quand elle est "vidée", dans la limite de son avoir, et voilà notre "monnaie de consommation" émergeant enfin du stock des utopies.

Que doit-on penser de ces cohortes d'experts, nageant dans les incohérences, aux prises avec d'insolubles problèmes et qui se bornent à touiller la même soupe, alors qu'ils ont à leur portée l'instrument monétaire propre à changer la règle du jeu ? Il s'agit seulement d'ôter à la monnaie son caractère transférable, cause de la plupart de nos maux. Et c'est là où le bât blesse, car il faut en convenir, cette petite puce supplémentaire envoie le capitalisme cul pardessus tête, détruisant le mécanisme de l'accumulation, le profit devenu inutile pour former les revenus et procurer l'emploi. Naît ainsi une société nouvelle, sécurisante, plus riche en loisirs, délivrée de la plupart des intolérables injustices dues à l'adversité.

Cette option en faveur d'une monnaie de consommation, un référendum la ratifierait sans coup férir.

*
* *

Le dollar plonge. Une bonne recette pour réduire le poids de la dette américaine (celle des Etats vis-à-vis des banques étrangères) pour lutter contre la concurrence extérieure, japonaise notamment et relancer, par là, l'emploi et les exportations. Cette chute du dollar et la crise boursière qui l'accompagne ne sont pas sans lien avec l'offensive de paix déclenchée tous azimuts par Gorbatchev, cet empêcheur de danser en rond autour des crédits d'une Défense devenue non crédible face à une menace inexistante. On observera que le même phénomène s'était produit dans les mois ayant précédé la mort de Staline, en 1953, alors qu'une "avalanche de paix" déferlant du Kremlin semait la panique à Wall Street. Revenus les beaux jours de la guerre froide, la Bourse retrouvait la prospérité.

Analystes et experts ont la mémoire courte, à moins qu'ils n'aient choisi de taire ce genre de constat de nature à troubler leur bonne conscience.

*
* *

Le pouvoir et l'argent. L'argent vient épauler les candidats au Pouvoir, après quoi le pouvoir se place au service de l'argent. Ainsi fonctionnent toutes les républiques fricardes.

Henri MULLER

lu vu entendu

Suite à un débat organisé le 5 janvier à Europe 1 par J.P. Elkabach, et M. Moineau, avec la participation de Gilberte Beaux, Alain Minc, Alain Chevallier, Jean Boissonnat et René Tendron, les auditeurs ont pu entendre l'intervention de M. Georges Gauderin de Grenoble. Voici ses remarques pertinentes telles que nous avons pu les noter :

DE LA NECESSITE D'INVESTIR

"J'ai l'impression en écoutant un débat de ce genre, de cuisiniers qui touillent leur soupe — pardonnez-moi l'expression —, mais c'est là une impression générale.

On nous dit que tout est mondialisé, c'est-à-dire que les remarques qui ont été faites sont valables à tout le monde aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe.

On nous dit, par exemple, que le pouvoir d'achat doit stagner, alors que la productivité n'a cessé d'augmenter et augmentera assez rapidement. On peut se demander ce que l'on fera de cette productivité si elle ne sert pas à l'amélioration de la condition humaine. Si on nous tient, dans les parlements, des discours éternellement pessimistes, on se demande ce que l'on peut faire :

— ou bien nos chercheurs et nos techniciens feraient mieux de se reposer car leurs efforts nous mettent dans l'embarras, apparemment,

— ou bien les résultats de la productivité se perdent de plus en plus dans de multiples directions, dans des productions néfastes, les armements par exemple.

On nous dit aussi que nous consommons trop, qu'on n'investit pas assez alors qu'on voit des soldes partout et que le premier souci des entreprises est le marketing pour vendre avant de produire. Investir pour quoi faire ? Pour augmenter cette production que l'on ne sait déjà pas à qui vendre ? ou pour réduire les consommateurs solvables par le chômage ?

En fait, je crois que l'on demande une aide à l'Etat, c'est-à-dire au contribuable. C'est beaucoup plus facile que de gagner des consommateurs. Et des consommateurs, il y en a de par le monde, mais ils ne sont pas solvables

Il est regrettable que cette intervention ait été diffusée à partir de 13 h 15, à une heure de petite écoute (au moment du journal télévisé), alors que le débat avait eu lieu à l'émission, très suivie, du matin.

(Envoi de H. Muller)

★ ★ ★ ★ ★ ★

"Témoignage Chrétien" a publié dernièrement une lettre de Roger Lobertreau d'Anzin (Nord) dont voici les termes :

DUBOIN AVAIT RAISON

La nouvelle crise boursière et monétaire ouvrira-t-elle enfin les yeux ? L'évasion vers l'irréel d'une politique uniquement monétaire et financière a montré ses limites. Le capitalisme financier est déconnecté de la production des richesses. Le discours politique, qu'il soit néo-libéral ou socio-libéral, n'offre aucun espoir : il veut assurer la pérennité de "l'économie de marché".

En 1934, j'ai entendu Jacques Duboin exposer son projet d'économie distributive. Il s'agit d'un changement en profondeur de notre système économique. Le "capitalisme historique", dont le moteur est le profit et l'objectif l'accumulation illimitée de biens ou capitaux, a fait son temps, comme les systèmes qui l'ont précédé.

L'abondance, qui a remplacé la rareté, impose d'inverser l'enchaînement de la trilogie : offre, prix, revenus, de notre économie marchande, pour devenir : revenus, prix, offre. Ce n'est plus le produit qu'il faut payer, c'est l'homme qu'il faut rémunérer.
Nous produirons de plus en plus, avec de moins en moins de main-d'œuvre. Le revenu de chacun ne peut plus être subordonné à des profits qui décroissent avec l'abondance. Il doit être fonction de la production et non du profit, encore moins de la spéculation. Comment partager le travail et les revenus ?

Les projets d'économie "distributive" ouvrent des pistes de recherche que les économistes, toutes tendances confondues, refusent au nom de dogmes idéologiques dépassés. Les forces financières, technocratiques et politiques livrent des combats d'arrière-garde pour la défense des privilèges ou d'idéologies économiques d'une autre époque.

Pourquoi créer tant de misère, quand les produits abondent ?".

(Envoi de Mme Grandemange)

Grâce à une monnaie d'équilibre, un véritable gouvernement pourrait maîtriser avec facilité des problèmes économiques. Cette monnaie d'équilibre ne sera thésaurisable, ni productrice d'intérêt. Elle sera un instrument de mesure de la production et de sa consommation. Un instrument précieux dans un monde de justice et de raison.

Albert CHANTRAINE

VERS LA PRIVATISATION DES NATIONS

par Denis BLOUD

LE système économique dit "libéral" ou "de marché" me paraît comparable, dans son mécanisme, au "jeu de l'avion" qui a fait fureur récemment à Genève.

La monnaie est en effet créée à 90 % par les banques (1) sous forme scripturale. Or, en même temps que cet instrument est créé, son intérêt ne l'est pas ; ce qui oblige à de nouveaux emprunts et à l'accumulation des débits, avec le même effet multiplicateur que "l'avion". Pour s'en sortir, chacun doit transférer à d'autres la charge du paiement.

Il existe une confusion entre l'argent-dette émis par des jeux d'écriture bancaires et l'argent-banque-centrale (correspondant à l'argent de poche des nations).

La réserve fédérale des Etats-Unis est, rappelle le Sénateur Metcalf, "une corporation bancaire sous contrat privé", à laquelle le Congrès a remis, en 1913, son propre pouvoir de créer la monnaie.

Seul Lincoln avec ses "greenback" en 1861-1865, puis Kennedy quelques mois avant sa mort, ont réussi à émettre une monnaie d'Etat non bancaire. L'on sait comment ces expériences ont été arrêtées...

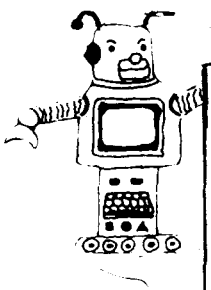
Il existe donc une confusion entre l'argent-dette émis par des jeux d'écriture privés (ne coûtant que du papier et de l'encre) et l'argent-numéraire émis en billets et pièces par la banque centrale d'un pays. Il s'agit de masses différentes, suivant des lois différentes parce qu'issues d'organes privés d'une part, publics de l'autre. Si les banques centrales se permettaient d'émettre leur propre monnaie nationale comme Lincoln et Kennedy, et aujourd'hui Alain Gardia au Pérou (2), sans intérêt, il est évident que le mythe de la "dette" bancaire pourrait s'évaporer comme les plus-values spéculatives de la Bourse, ce qui assainirait le marché.

Mais toute tentative d'un organisme d'Etat d'émettre sa monnaie est vigoureusement contrée par le système privé, à témoin les cris d'orfraie des banques devant l'idée des PTT suisses de rémunérer leurs dépôts. Une telle évolution devient dangereuse car le spectre de la "dette" comptable, agité devant les gouvernements, conduit certains de ceux-ci à céder, en remboursement, des obligations d'Etat et des participations à leurs capitaux nationaux (cas récent de la Pologne, qui propose des parts dans ses entreprises d'Etat, nationales, pour solder des écritures, ou de l'URSS, qui vide maintenant ses stocks d'or).

Un tel processus de remboursements par actifs d'Etat conduirait tout naturellement les gouvernements à remettre les forces vives de leurs pays aux mains des détenteurs du pouvoir de création de l'argent (donc les banques à 90 %) ; en échange d'écritures, de radiation d'autres écritures, purement comptables ! Cela peut paraître absurde et grotesque, mais c'est ce que l'on constate actuellement. De même que la banque Morgan a financé les Alliés pour la deuxième guerre, contre remboursement s'entend, de même les banques privées modernes (groupées sous l'égide du FMI, lequel ne fait que gérer une situation de domination privée) échangent peu à peu leurs écritures contre des portefeuilles d'obligations d'Etat, par des opérations de "stérilisation" dont personne ne croit à l'efficacité, les changes suivant à la baisse la remise progressive des pouvoirs centraux aux mains privées.

Dans le système actuel, chaque nation achète constamment sa place dans un "avion" où il faut vite trouver de nouveaux clients (exportations) pour continuer le jeu et avoir une chance de dégager des profits. Si chacun doit "exporter ou mourir", selon la formule consacrée, il est évident qu'il faudra que beaucoup de pays meurent pour qu'un ou l'autre gagne ! Le dernier pays qui pourra exporter à tous les autres pour continuer à régler ses dettes (scripturales) finira automatiquement, par le jeu d'intérêts composés, par devoir aussi, remettre son portefeuille d'actifs au système bancaire privé. Ensuite commencera un nouveau césarisme sécuritaire auprès duquel "1984" serait un paradis, à notre avis. Le vieux complexe d'Icare (ou de Prométhée) n'aura jamais pu mieux s'incarner que dans le capitalisme délirant et ses "avions" pour perdants !

(1) Selon J. Ribaud dans "Controverse sur la Banque et la Monnaie", dans la "Revue Politique et Parlementaire, en 1986.
(2) Qui a compris ce qui est le titre d'un livre paru en 1982 sous la plume collective signée Thomas Lefranc : "'L'imposture Monétaire".



Dans notre XX^e siècle, un homme ne trouve du travail que s'il peut en enrichir un autre. Cet autre le congédiera dès qu'il pourra le remplacer par une machine.

J. DUBOIN
("Les yeux ouverts")

DESTRUCTION DU DEVELOPPEMENT

TEL est le titre de l'ouvrage de Susan George que les éditions de la Découverte sortiront en février prochain.

Susan George est bien connue de nos lecteurs, surtout de ceux qui ont lu le livre de notre regretté ami Franz Foulon, qui la citait beaucoup dans "Vaincre ou périr ensemble".

L'enjeu, c'est l'avenir du Tiers-Monde. Avec Edward Goldsmith, Suzan George participait le 3 novembre dernier à un débat organisé à la Sorbonne par ECOROPA. Danièle Delcuze qui y assistait nous en a rapporté quelques notes.

Des chiffres, d'abord. La dette pour l'ensemble des pays du monde s'élève à mille milliards de dollars américains, dont 20 % pour des achats militaires. Ceux-ci s'élèvent de 12 % par an en Amérique, de 18 % par an en Afrique...

Quand un pays ne peut plus payer les intérêts de sa dette (*), par exemple parce que les cours mondiaux de ses productions ont chuté (ce qui est autant d'économisé pour les pays du Nord), il fait des coupes sombres dans ses budgets de santé, d'éducation, des transports publics (on licencie alors en masse), mais pas dans le budget de l'armement. Le FMI impose des conditions de plus en plus draconiennes pour consentir de nouveaux prêts : "Augmentez vos revenus et réduisez vos dépenses". Ceci s'effectue au détriment des populations : les denrées peuvent doubler de prix, voire tripler, du jour au lendemain ; le chômage augmente (de 58 % en Argentine, par exemple entre 1983 et 1985) et c'est la misère qui gagne ; en 1972, la malnutrition au Pérou a augmenté de 36 % chez les enfants. Dès qu'il y a un signe de revendication, on prétend que la dette a atteint la limite et que le FMI ne peut plus rien tolérer. Ce qui n'empêche pas les dépenses somptuaires comme celle de cette centrale nucléaire aux Philippines, construite sur un volcan, et pour deux millions de dollars...

Ainsi la dette des pays pauvres est une arme contre l'avenir, et on note une relation étroite entre la croissance de l'intérêt dû par un pays et la chute de croissance de la courbe d'espérance de vie de son peuple.

Cette dette nous affecte tous, ont souligné les orateurs, car elle fait chuter nos exportations et chaque milliard de dollars d'exportation en moins, c'est la perte de 25 000 emplois. Nous sommes tous ainsi embarqués sur un "Titanic" vers une économie mondiale de l'Apartheid.

E. Goldsmidt fut catégorique : non, il ne peut pas y avoir de bon développement, la destruction généralisée de l'environnement étant une chose parfaitement admise aujourd'hui par les hommes au pouvoir. On arrive à la désertification, aux éboulements, les bonnes terres ayant été perdues, aux torrents ici, à l'assèchement ailleurs. Des pays qui, il y a encore quarante ans, étaient boisés à 40 %, n'ont plus aucune forêt. La déstabilisation climatique est inévitable, comme en témoignent ces tempêtes "tropicales" totalement nouvelles en Angleterre. On a calculé que là où il fallait 17 minutes pour gagner de quoi acheter un kilo de riz, il faut, cinq ans plus tard, deux heures et 7 minutes.

La dette, c'est la guerre, sous sa nouvelle forme, explique encore E. Goldsmith, en montrant que les Etats-Unis évitent maintenant les guerres spectaculaires télévisées comme celle du Viet-Nam, mais ils fomentent des conflits de plus faible intensité, dirigés contre le Tiers-Monde. Quand les gens se révoltent contre l'augmentation de certains prix, on les tue, dit-il, en citant le Maroc, la Tunisie, l'Argentine. L'organisateur de la guerre au Viet-Nam, Maxwell Taylor, ne disait-il pas "il faut protéger nos biens les plus chers dans le monde (matières premières telles que l'uranium, etc...) contre les pauvres" ? La Rand Corporation craint que le conflit Nord-Sud n'entraîne un écroulement total, et sous une phase imagée, parle des "feux de brousse dévastateurs qui pourraient avaler le Nord". La dette, qui se substitue aux guerres classiques, dévaste tout autant. C'est un moyen de pression absolu, le contrôle mis sur les infrastructures des pays endettés, car en jouant sur des taux d'intérêts, on fait payer les plus pauvres...

Danièle Delcuze, dans son commentaire rapporte l'intervention de deux jeunes gens, assez agressifs, qui se sont levés pour dire que tout cela était faux, que "ça ne va pas si mal, qu'il y a un grand progrès, un progrès miraculeux en Afrique et que les enfants nains du Brésil appartiennent à une race métissée d'indiens petits". On leur répond aimablement qu'ils ont en partie raison, en ce sens qu'il y a bien eu une "révolution verte", mais qu'elle a été mal menée. Que dans certaines régions de l'Inde, par exemple, il y a apparence d'autosuffisance parce que les magasins sont pleins. Mais la population n'a pas les moyens d'acheter... Il y a donc une non-distribution des biens produits.

Un milliard deux cents millions d'individus n'auraient pas d'eau potable... Les étudiants intervenants diront que le Nord n'est pour rien dans la misère des peuples du Sud et il y eut une certaine tension dans la salle...

(*) Nous ajouterons : "Etats-Unis exceptés".

DU NOUVEAU

Pour aider notre propagande, vous pouvez maintenant proposer à vos amis, voisins, collègues, de nous consulter sur minitel

36-15
code ALAB

LA GRANDE RELEVE

UNE SOCIETE SANS ARGENT

Sous ce titre, l'hebdomadaire "Informatique" du 21.12.1987 a publié, sous la signature d'Agnès Batifoulier, une analyse de deux ouvrages (1) sur la monétique dont voici quelques extraits intéressants :

La carte à mémoire ? Tous les observateurs sont d'accord pour voir en elle "le signe avant-coureur d'un immense changement économique et financier en Europe et dans le monde occidental". Mais comment va-t-on le vivre ?...

Didier Martres et Guy Sabatier, les auteurs de "La monnaie électronique" expliquent que ce mode de paiement entre inexorablement dans notre quotidien. Il leur a donc paru important de "replacer cette inéluctable transformation des habitudes dans son environnement institutionnel et psychologique" et d'"en poser les enjeux financiers, industriels et sociaux".

Cet ouvrage est divisé en quatre grandes parties : le contexte de la monétique, les cartes classiques, le vidéotex ou la banque à domicile et enfin la carte à mémoire. Les auteurs rendent compte, étape par étape, de tout ce qui a été fait dans le domaine du paiement par carte. Un point clair et précis, qui fournit les bases essentielles pour comprendre la monétique.

Pour tous ceux qui veulent aller plus loin, l'ouvrage "La Monétique" aborde plus spécifiquement tous les aspects financiers que recouvre ce nouveau moyen de paiement aussi bien dans notre pays qu'à l'échelon international... En introduction, il présente le contexte historique (la monnaie et le chèque) dans lequel vient s'insérer la carte bancaire. Puis ils analysent "l'originalité du système de paiement français" face aux "spécificités des systèmes de paiement occidentaux".

...Toutes les notions d'économie nécessaires à la bonne compréhension des systèmes de paiement y sont expliquées comme le "float", qui résulte du délai de traitement des opérations bancaires à partir du moment où l'on émet un débit sur son compte, ou le système Giro (virement, avis de prélèvement et titre de paiement).

Dans la troisième partie de cet ouvrage, les auteurs nous font découvrir que "la monétique, que l'on assimile trop souvent aux seules cartes de paiement, constitue en fait un ensemble beaucoup plus vaste" comprenant "plusieurs générations de produits, de techniques et de fonctions".

On ignore en effet très souvent l'existence de "la partie invisible du système de paiement" et notamment du rôle de l'ordinateur de compensation créé pour pallier les effets de la "dématérialisation" de la monnaie. La monétique génère de nouvelles stratégies bancaires puisqu'il est "désormais acquis que la modernisation intelligente d'un système de paiement conditione la productivité de l'activité bancaire et, par voie de conséquence, le coût de l'intermédiation bancaire".

Les auteurs terminent en expliquant les enjeux et les conséquences de ces innovations financières ainsi que les stratégies auxquelles elles conduisent. Avec une étude historique (de 1945 à nos jours) de la crise du système de paiement et du rôle joué tour à tour par l'Etat, les banques, les ménages, la distribution et les entreprises.

La carte à mémoire pourrait bien constituer un élément majeur de la société de demain. Un lendemain que l'on pourrait bien commencer à vivre très rapidement. N'annonce-t-on pas déjà que, dès l'an prochain, en France, cinq millions de cartes de paiement seront équipées de puces électroniques ?

(1) "La monnaie électronique", par D. Martres et G. Sabatier, collection "Que sais-je" et "La monétique" par V. Muldur et N. Dincbudak, ed. La Découverte.

Lisez, faites lire,
un OUVRAGE DE REFLEXION
et de LONGUE HALEINE :

ELEMENTS DE SOCIOLOGIE SCIENTIFIQUE

par Marc IEL

A commander à
LA GRANDE RELEVE
592 pages, **85 F** franco

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE

A. Richard : 70 F ; P. Herdner : 80 F ; P. Magre : 40 F ; A. Robin : 70 F ; Mme Buguet : 120 F ; R. Piquet : 100 F ; M. Doubre : 70 F ; J. Cornelio : 70 F ; J. Druon : 20 F ; Morilhat : 170 F ; M. Couton : 170 F ; Mme Picourlat : 170 F ; E. Chauvin : 100 F ; A. Vigier : 20 F ; L. Clemencey : 170 F ; J. Valat : 200 F ; Calas : 20 F ; R. Colney : 20 F ; P. Orliange : 180 F ; C. Lours : 40 F ; A. Geoffroy : 420 F ; R. Marlin : 1 000 F ; C. Fourcault : 40 F ; F. Marsicano : 20 F ; C. Vieille : 20 F ; Allemand : 20 F ; S. Faure : 90 F ; Mlle Lemesnager : 130 F ; B. Palier : 130 F ; M. Leclere : 40 F ; A. Lavie : 100 F : O. Filhos : 40 F ; G. Nauroy : 300 F ; B. Labbe : 120 F ; A. Nore : 100 F ; A. Met : 40 F ; Quillevere : 880 F ; Beaudeau : 40 F ; G. Vanson : 40 F ; Mme Lahens : 300 F ; C. Bauny : 40 F ; A. Noel : 40 F ; Mlle Brossard : 20 F ; G. Hardy : 220 F ; G. Gilet : 40 F : Mme Moinet : 120 F ; J. Renon : 180 F ; R. Quicroit : 70 F ; C. Hamon : 40 F ; M. Gabbani : 50 F ; Raimbault : 200 F ; P. Dubal : 270 F ; H. Bonnefond : 80 F ; A. Nahoum : 220 F ; Touileb Mouloud : 20 F ; C. Jubert : 180 F ; L. Rambaud : 20 F ; Bourrelly : 40 F ; M. Caneto : 70 F ; Mlle Corcellet : 120 F ; R. Guichon : 70 F ; G. Cribier : 20 F.

TOTAL : 7 900 F
MERCI A TOUS

CRISE ECONOMIQUE

L'Agence Mondialiste de Presse, créée par le Congrès des Peuples, a diffusé en décembre dernier la déclaration suivante :

SELON le professeur BEAUD ("Le Monde", du 13 novembre 1987), aucun économiste n'a prédit que la première crise du capitalisme mènerait à la première guerre mondiale.

Aucun économiste (*) n'a prédit que le jeudi noir du 4 octobre 1929 entraînerait la seconde guerre mondiale.

Aucun économiste ne sait sur quoi débouchera le lundi noir du 19 octobre 1987. Et pourtant, presque tous les économistes et les politiques connaissent la solution :

"Il est indispensable de procéder d'urgence à une réforme du système monétaire international" a dit le FMI le 26 juillet 1972 ;
"Il faut réformer le système monétaire international" a dit François Mitterrand au Sommet de Versailles le 5 juin 1982, puis au Sommet de Williamburg le 28 mai 1985 et au sommet de Bonn le 2 mai 1987 ;
"Il est urgent de réformer le système monétaire" lisait-on le 27 octobre 1983, dans le bulletin du FMI ;

Les chefs de sept gouvernements socialistes ont décidé, le 28 janvier 1983, "d'élaborer un plan de reconstruction d'un ordre monétaire mondial" ;
Ronald Reagan a proposé une réforme du système monétaire, le 5 février 1986 ;

"Le monde restera sous la menace d'une crise si on n'invente pas un ordre monétaire et économique mondial" a déclaré, le 29 novembre 1987, Edouard Balladur, Ministre d'Etat.
Pourquoi cette réforme n'a-t-elle jamais connu un début d'élaboration ?

L'ancien ministre français des finances Pierre Bérégovoy a prouvé, le 9 octobre 1987, que la classe politique en connaît la raison en répondant à une question posée par l'AMIP : "Le FMI devrait avoir un pouvoir qui imposerait aux Etats le respect des parités".

"Imposer aux Etats" c'est-à-dire, pour eux, perdre un peu de souveraineté est toute la clé de la réforme indispensable du système monétaire international, idée qui fut, pendant 40 ans, celle de l'économiste mondialiste et polytechnicien Charles Warin.
La crise économique, le chaos monétaire, la spéculation boursière, la récession, le chômage, la misère mondiale, source de révolution et de terrorisme trouveraient, en grande partie, remède à travers une réforme du système monétaire international, c'est-à-dire lorsqu'il sera décidé, autour d'une table de négociation, de limiter la souveraineté nationale absolue de chaque Etat.

(*) L'AMIP n'a-t-elle rien lu des écrits de J. Duboin ? Est-elle sur la voie de l'économie distributive ? Elle n'en parle pas, mais il semble pourtant que la réforme du système monétaire dont elle montre la nécessité aille dans le même sens...

bloc notes

ASSOCIATIONS

EDEN
Equipes pour la Diffusion d'une Economie Nouvelle :
2, rue Berthe-de-Boissieux
GRENOBLE

●

G.S.E.D
Groupe des Salariés pour l'Economie Distributive, 11, rue St-Vincent-de-Paul 13004 MARSEILLE

●

ADN PLANETE EN DANGER
1, rue Jouxt Aigues
31000 TOULOUSE — Tél. 61 25 02 32

●

103 MAN
Mouvement pour une alternative non violente
39, rue Peyrolières
31000 TOULOUSE - Tél. 61 22 42 78

●

CITOYENS DU MONDE
15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

●

UNION PACIFISTE
4, rue L. Hoche, 92100 BOULOGNE

REVUES

SCIENCE CULTURE INFO
Lettre mensuelle publiée par le groupe de Réflexion interdisciplinaire qui traite de thèmes fondamentaux et transdisciplinaires : l'autonomie et la complexité, les mécanismes de l'évolution biologique, la responsabilité individuelle, etc...
GROUPE SCIENCE CULTURE
1, rue Descartes, 75005 PARIS

●

FACETTES
B.P. N° 15, 95220 HERBLAY
La revue écrite par ses lecteurs : les uns posent des questions, d'autres y répondent. Le lien des chercheurs et des curieux.

●

LA LUCARNE
Mensuel édité en Belgique
11, rue du Monnel, 7500 TOURNAI

●

TAM-TAM
33, rue de Rénipont
1328 OHAIN (Belgique)

●

INFOR VIE SAINE
127, rue de Fernelmont
5020 CHAMPION (Belgique)

●

VIVRE AUTREMENT
57, avenue Denayer
1190 BRUXELLES (Belgique)

MARXISME ET ABONDANCISME

par Michel PUJOLS

CE qui se passe actuellement en URSS paraît inquiéter certains marxistes, qui redoutent que ce grand pays socialiste ne glisse insidieusement vers l'économie de marché. Bien qu'il soit très difficile au Français moyen que je suis d'apprécier ces changements, le bruit fait par la presse occidentale autour des prétendues réformes de l'ère Gorbatchev ne peut manquer de provoquer ma réflexion en tant qu'abondanciste.

D'abord je suis porté à croire que ces réformes (si réformes il y a) sont le fait non d'un caprice des gouvernants, mais de la base. Si le gouvernement soviétique éprouve le besoin de modifier certaines choses dans l'économie socialiste, ce n'est évidemment pas pour s'auto-détruire, c'est pour se prolonger. Sur la valeur des théories économiques du marxisme-léninisme, le citoyen russe me paraît mieux à même de juger que le journaliste occidental ; et l'homme d'état soviétique, perché, comme tous les gouvernants, au sommet de la pyramide sociale, est fatalement plus sensible aux impatiences, aux "émotions" de sa base populaire, qu'un théoricien étranger dépourvu de responsabilités, et qui spécule dans son fauteuil. Si quelque chose change en Union Soviétique, j'estime que ce n'est pas l'Occident et sa contagion qui en sont responsables, mais que cela vient de la réalité économique du pays.

Ensuite, ces événements me paraissent confirmer qu'on peut occulter quelque temps le désir d'abondance, mais qu'on ne peut pas le faire indéfiniment. Sans doute, le Communisme est, dans l'idéal et dans sa phase finale, Abondanciste ; sa maxime n'est pas : *"à chacun selon son travail"*, elle est : *"à chacun selon ses besoins"*, la justice devrait servir à préparer les voies de l'abondance. C'est pourtant sur cette justice que les révolutions marxistes se sont essentiellement appuyées pour soulever les masses contre leurs oppresseurs. Et il est vrai que les hommes sont prêts à mourir pour la Justice, que, surtout dans un contexte de pénurie, c'est un idéal d'une exceptionnelle attraction. Cependant, cette justice n'implique pas l'abondance : au contraire, c'est dans le dénuement que son éclat se manifeste le mieux. Mais, si fort que soit cet idéal, il ne paraît pas capable d'étouffer complètement l'aspiration au bonheur. De ce que les peuples de l'Est, par leurs porte-parole officiels, n'ont parlé jusqu'ici que de justice, on a conclu qu'ils ne parleraient jamais ni de bonheur, ni d'abondance. Certes, celle-ci est suspecte à toutes les autorités morales et politiques (sauf l'Abondancisme !) ; toutes sont d'accord pour dénoncer l'inconsistance, les contradictions de ce bonheur vulgaire ; cela n'empêche pourtant pas les hommes d'y rêver et de le faire quelquefois tout haut, dans la rue ! N'a-t-on pas enterré trop trôt le Bonheur sous la Justice ?

Enfin, ces réformes (possibles) font réfléchir sur le matérialisme et le spiritualisme. Bien sûr, le marxisme est matérialiste ; il ne croit ni en l'âme, ni en un autre monde ; il place le bonheur de l'homme sur cette terre. Pourtant, parce qu'il a fait appel pour prendre le pouvoir à des idéaux de justice distributive, il a été amené à insister sur les mouvements dits "altruistes" auxquels il a réduit la psychologie humaine. Depuis, il fait constamment appel à des sentiments généreux, ce qui lui attire d'ailleurs la sympathie de beaucoup d'esprits religieux ; concrètement, la conduite qu'il exige du citoyen ressemble beaucoup plus aux injonctions des morales "spiritualistes" les plus traditionnelles qu'à un matérialisme, si dialectique qu'on l'imagine ! De cette dérive idéaliste et spiritualiste du marxisme révolutionnaire, les théoriciens du sommet n'ont guère conscience et pour cause ! Mais les Soviétiques de la base la comprennent fort bien, et le disent. C'est ce que montre le petit livre de l'écrivain officiel Fiodor Abramov, ancien Secrétaire de l'Union des Ecrivains : Autour et Alentour (*). Les kolkhoziens qu'il met en scène font parfaitement la différence entre leur pure conscience de communiste, qui n'a de valeur tangible, matérielle, nulle part, même pas auprès des officiels, qui ne peut leur donner qu'un bonheur "idéaliste", et les poireaux, les champignons, la vodka, le lait de leur vache, la fête qu'on organise pour qu'ils consentent à voter, tous biens tangibles, dont ils ont absolument besoin, et qu'ils se procurent contre les directives officielles, ont absolument besoin, et qu'ils se procurent contre les directives officielles, quand celles-ci oublient de s'en préoccuper ! Cette situation me paraît souligner l'originalité absolue de l'Abondancisme. Ce que j'ai toujours admiré dans le mouvement de Jacques Duboin, c'est qu'il ait eu l'audace de l'appeler "Abondancisme". Il fallait en effet un certain courage intellectuel pour faire de l'abondance des biens matériels un idéal ; ces satisfactions vulgaires sont en général boudées par l'élite de la pensée. Il faut de l'audace pour rappeler qu'au-dessus et au-delà de la lutte pour la Justice, il y a la lutte pour le Pain et que cette lutte ne consiste pas à exiger un minimum : le pain, cela devient l'installation sur cette terre, l'exploration, quasiment infinie, des ressources, de tous ordres, que nous donne cette matière dont nous sommes faits et dans laquelle nous vivons.

Combien de doctrines demandent aux individus de sacrifier leurs plaisirs concrets, d'adopter ces attitudes anti-naturelles qui consistent à donner la mort, la souffrance, et à les recevoir, tout cela au nom d'un idéal placé ailleurs, dans un autre monde, ou dans un avenir réputé radieux ? Pour ces idéaux, des milliers d'hommes ont consenti des sacrifices extraordinaires, et provoqué du même coup des hécatombes épouvantables (parce qu'il y a toujours une double lecture de l'événement, celle du vainqueur et celle du vaincu !). Mais un jour ou l'autre, le sens de la Terre revient, la nature physique réclame son dû. Les événements récents en Union Soviétique prouvent-ils que J. Duboin avait raison, que l'abondance est partout perçue comme un authentique idéal ?

(*) Editions l'Age d'Homme

Un ami et abonné de votre journal "La Grande Relève" m'a confié la brochure "L'Economie libérée" que j'ai lue avec un très grand intérêt. Incidemment, cet ami m'a parlé de Jacques Duboin et ce nom en mémoire m'a évoqué la lecture d'un court extrait d'un ouvrage contenu dans un recueil de textes de philosophie pour lycéen de 1re que j'étais en 1970 !... Au chapitre décrivant les différents systèmes économiques, on y parlait des abondancistes. J'étais séduit par ce petit texte trouvant enfin des évidences dont l'écho ne m'était pas étranger car elles ouvrent de telles perspectives... que l'on y songe à peine, enfermés dans des habitudes de pensée et subissant l'économie au lieu d'y participer vraiment.

Et voilà, l'information me parvient à nouveau ! Enfin, ma pensée se libère d'une impasse dans laquelle elle était enfermée. Je suis d'autant sensible à cette approche nouvelle (pour moi en l'occurence) des choses que je participe de par ma fonction d'assistance et d'aide sociale à cette soi-disante redistribution des revenus mais dont l'effet pervers ne cesse de nous accabler, car elle débouche sur une absence de réelle créativité (société duale).

Il y a ceux qui ont un pouvoir d'achat (même modeste) et ceux qui n'en ont pas (exclus)...

Je songe aux emplois d'utilité collective, aux associations intermédiaires. Mais c'est tout de même à un projet de société qu'il faut penser.

M.T.T., Fécamp

*
* *

A mon humble avis, la Grande Relève doit insister surtout sur l'absurdité du système économique *que nous subissons plutôt que sur le bien-fondé de l'Economie Distributive. L'essentiel est de dégoûter les gens du système économique actuel en Occident et de lui attribuer tous les maux que nous subissons (chômage bien sûr, mais aussi et surtout l'insécurité, les violences, le terrorisme et la guerre en général). Je pense personnellement que la faillite du système politico-économique est essentiellement la faillite de la civilisation dominante qui est, sans conteste, la civilisation judéo-chrétienne.*

J.M., Oullins

N.D.L.R. C'est bien ce que nous croyons faire !

*
* *

Comme beaucoup de Français sans doute, nous avons regardé lundi soir sur A2 "Alexandre le bienheureux", éloge de la paresse et de la joie de vivre sans bousculade.

Puis, sans doute avec moins de téléspectateurs vu l'heure tardive, j'ai contemplé jusqu'à 23 h 30 la "France paresseuse", suivie d'ailleurs de la France laborieuse. Notre soi-disant paresse fait l'admiration de bien des peuples, y compris les Japonais.

Je veux à cette occasion rappeler le débat concernant l'activité intense hors professionnelle pour beaucoup de Français, soit pour eux-mêmes (bricolage dans la maison, jardinage, etc...) soit pour d'autres, ce qui, si l'on en est rémunéré, devient le travail noir.

Ce travail "au noir" prive en effet tout notre système de solidarité des ressources normalement pompées sur des salaires déclarés, et contribue au déficit de la Sécurité Sociale et des Caisses de Retraite. 60 % des déménagements seraient effectués au noir ; 20 % des travaux du bâtiment le seraient également !

Or, un chômeur qui travaille dès qu'il le peut est un homme qui va mieux. Je ne peux qu'approuver ces travaux qui produisent plus de services et plus de richesses à se partager. Ce ne sont pas ces travaux qui sont critiquables mais notre système économique qui n'est plus adapté à notre époque : la machine remplace l'homme ; elle n'a plus besoin de l'abondante main-d'œuvre ; elle produit toute seule ou presque, et rejette une foule de travailleurs dans le chômage d'abord, puis dans le quart-monde sans ressource...

Notre protection sociale a été basée à l'origine sur les salaires ; mais cela ne tient plus puisque le salariat s'écroule. Il me parait évident que désormais les salaires ne devraient plus supporter les charges sociales (ce qui encouragerait les employeurs à moins débaucher). Par contre, c'est aux produits fabriqués et aux revenus de toute nature... à subvenir aux besoins des services sociaux qui protègent le monde.

Mais je pense normal que le travail noir qui procure un revenu égal à celui qui le pratique, soit aussi participant aux frais de la protection sociale au même titre que tous les revenus. A nos économistes d'inventer une méthode simple, juste et efficace pour organiser cette imposition des revenus.

Je suggère un procédé d'autocontrôle analogue à celui de la TVA, où chacun, pour récupérer une part de cette TVA exige de son vendeur une facture. On pourrait de même pour tout travail exécuté par n'importe qui (par exemple un jardinier ou un ami bricoleur peintre ou plombier) exiger une facture simple (ou un reçu) que l'on pourrait déduire sur sa déclaration d'impôt (comme on le fait actuellement pour des dons à des œuvres d'utilité publique). Cela obligerait l'ami bricoleur que l'on a payé à déclarer ce travail dans ses revenus : l'Etat y retrouverait son compte.

Chacun aurait donc tout intérêt à demander des services à tous les gens compétents, puisque ces travaux (sans charges sociales) lui vaudrait une réduction d'impôts ; et tous ceux qui auraient ainsi travaillé et reçu une rémunération, contre une facture sommaire ou un reçu de leur part, auraient à le déclarer dans leurs revenus, sachant qu'un contrôle automatique sanctionnerait leur manque de déclaration.

A notre époque informatisée, la gestion d'un tel système est possible.

P.R., Clisson

Si vous lisez ce journal pour la première fois et que vous voulez nous connaître, n'hésitez pas, écrivez-nous pour plus d'informations... et dites-nous comment vous avez eu ce journal.

Merci !

résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce 20e siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation ; **elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.**

Cette "révolution de l'intelligence" est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, "la grande relève" des hommes par la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa survie, l'homme était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des productions nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques. Il faut d'abord admettre l'idée que le pouvoir d'achat ne peut plus être mesuré par la durée d'un travail accompli. Et ceci nous oblige à imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à tout ce que les robots fabriquent pour **tous.**

C'est parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptées, que nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. Un monde devenu tellement absurde qu'il dépense 10 millions de francs **chaque minute** pour préparer la guerre, mais ne trouve pas d'argent pour empêcher des millions de gens de mourir de misère. La misère grandit quand s'ouvre l'ère de l'abondance !

Nous sommes ainsi à la charnière entre deux civilisations. Héritière d'un formidable potentiel de savoir-faire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société humaine à cette brutale transformation. Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de **tous** les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été imaginés et proposés par J. Duboin sous le nom d'économie distributive :

l'économie distributive

Le travail : même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois un **devoir,** celui de participer, et un **droit,** celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **SERVICE SOCIAL** dont la durée calculée sur une vie, ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de **temps dégagé** pour des activités **librement** choisies.

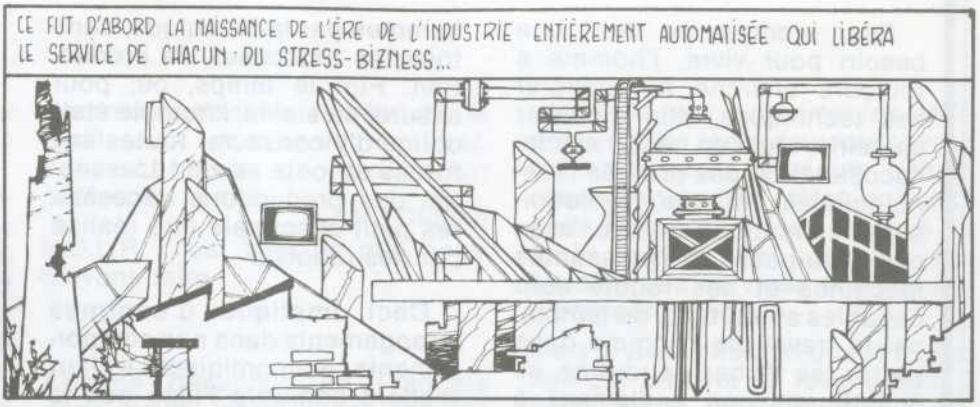
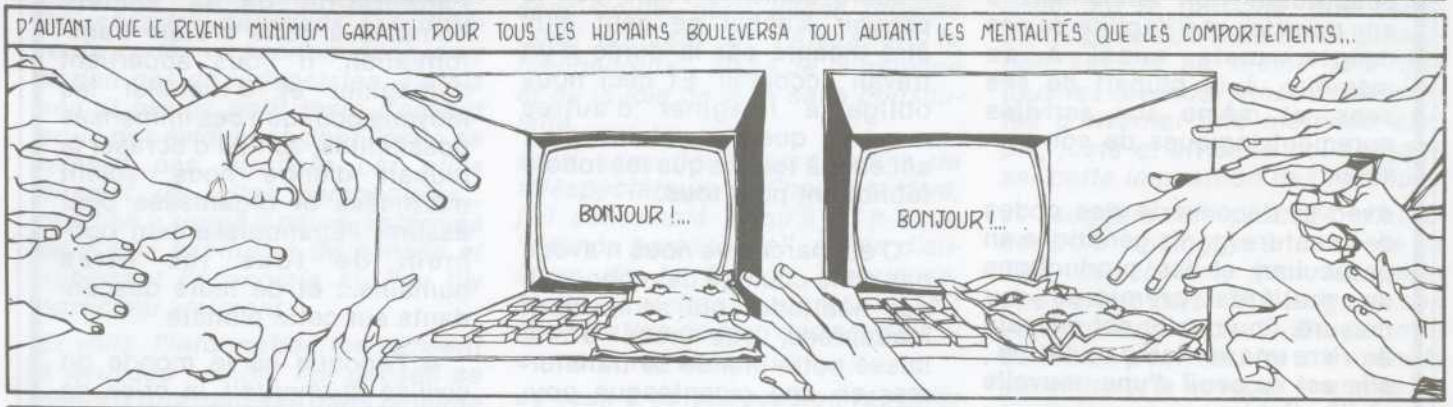
Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une production croissante, il faut **dissocier** travail et revenus.

Les revenus. Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant régulièrement son **revenu social** (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort : tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi un être économiquement indépendant.

La monnaie : Pour qu'il puisse y avoir équilibre entre l'ensemble de ces revenus distribués et les richesses disponibles, la monnaie distributive n'est **pas thésaurisable et elle ne circule pas.** C'est une **monnaie de consommation** qui s'annule (comme s'annule un crédit) quand une production ou un service est parvenu à son consommateur. C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins. Les **investissements,** de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production "disponible" et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer ; il n'y a donc pas d'impôt et les revenus augmentent avec la production. Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne du veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en **fonction des besoins,** la **compétitivité** fait place à la **convivialité.**

PAS DE PANIQUE !

scénario : gédé

dessin : isa python

La suite des aventures de Théodore, fils de faux-monnayeur, contées par sa petite sœur, Anne-Sophie.